

Plan d'infrastructure de mobilité (PIM)

Premier bilan

Séminaire 2025 sur la mobilité à l'attention des communes fribourgeoises et des mandataires

31 octobre 2025

Vue d'ensemble

1. Rappel du cadre
2. Aspects positifs
3. Potentiel d'amélioration
4. Conclusion



1. Rappel du cadre

- Loi sur la mobilité
- Entrée en vigueur le 1.1.2023
- Remplace la loi sur les routes (15.12.1967)



1. Rappel du cadre

- PIM = **P**lan d'infrastructure de **m**obilité

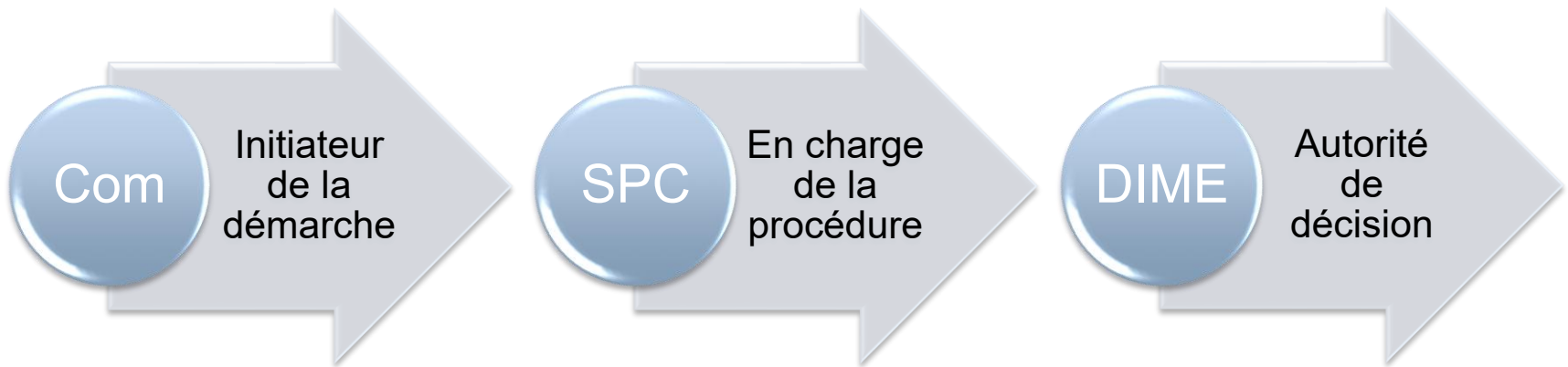
Avant (Loi sur les routes)	Depuis 2023 (Loi sur la mobilité)
▪ Loi axée sur les routes	▪ Loi intégrant toutes les mobilités
▪ Procédure d'approbation de plan de route (examen préalable, enquête publique, examen final, approbation)	▪ Procédure inchangée, examen préalable recommandé
▪ Infrastructure uniquement routière	▪ Infrastructure routière, TP, douce y compris loisirs et chemins à usage public

1. Rappel du cadre

- Champ d'application plus large: toute infrastructure de mobilité publique
- Dépôt PIM réservé aux collectivités publiques
- Plus de poids et plus de responsabilité dans le processus de planification

2. Aspects positifs

- Cadre clair, procédure claire
- 1 Procédure ⇨ face à la diversité de types de mobilité
- Durée de validité fixée à 5 ans
- Renforcement de la coordination interne
- Porte d'entrée plus claire ⇨ attribution des compétences



2. Aspects positifs

- Les types de procédures offrent la possibilité aux collectivités publiques de s'adapter à chaque situation

Cas bagatelle Procédure simplifiée (art. 101 LMob)	Cas standard Procédure ordinaire (art. 99 LMob)	Cas multi-procéduraux Procédure directrice (art. 95 LMob)
<ul style="list-style-type: none">Projet d'infrastructure de mobilité qui:<ul style="list-style-type: none">affecte un ensemble restreint de personnes;a des effets minimes sur la mobilité;est démontable après trois ans au plus;porte sur des modifications mineures en cours de procédure.Pas de mise à l'enquêteDécision d'approbation	<ul style="list-style-type: none">Projet d'infrastructure de mobilité standardUne coordination avec d'autres procédures peut s'avérer nécessaireLe projet peut être approuvé par étapesEnquête publique de 30 joursDécision d'approbation	<ul style="list-style-type: none">Englobe l'ensemble du périmètre d'un projet (PIM, PAD, permis de construire)Assure la coordination entre les différentes procédures connexesUne seule décision groupée pour toutes les procéduresEnquête publique de 30 joursDécision globale

3. Potentiel d'amélioration

Questions régulières des partenaires

- Plusieurs zones grises à clarifier (PIM ou permis, procédure directrice, etc.)
- En particulier le choix entre une procédure PIM ou permis pour les projets sur parcelle privée (PAD ou permis de construire)
- Objectif : définir un cadre d'analyse claire (autonomie des partenaires)

Axe de travail

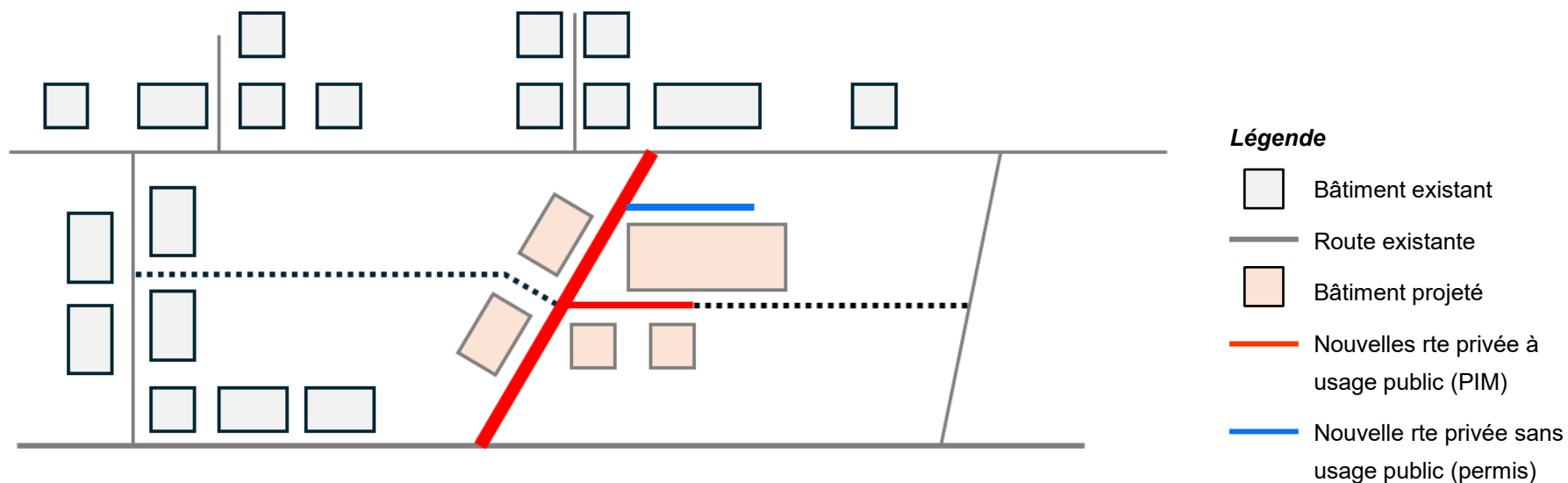
- Critères d'analyses (en cours)
- Coordination interne et avec les autres Autorités
- Modalités et outils de communication du cadre d'analyse

Point d'attention : en cas de doute sur la procédure, consulter le SPC en amont (le SMO pour les questions de coordination de procédure PAD-PIM)

3. Potentiel d'amélioration

- La notion d'utilité publique est un élément central du choix de la procédure

Exemple théorique – construction d'un nouveau quartier




Usage public pour deux des routes privées projetées -> procédure PIM nécessaire :

- Nouvelle liaison aux quartiers existants
- Continuité du réseau piétons planifié par la commune (PDCom)

La notion d'usage public dépend du contexte dans lequel s'inscrit le projet.

4. Conclusion

- Retours plutôt positifs (clarifications)
- Points à préciser
 - PIM: point de contact SPC (essentiel pour la coordination)
 - Documents d'aide en élaboration
 - Mise en pratique de la procédure directrice (projet pilote)

 **Processus en évolution – à affiner avec l'expérience**

To PIM or not to PIM, that is the question

Merci de votre attention !

